



Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

## Département de Seine-Saint-Denis

### Conseil Municipal

#### Extrait du registre des délibérations Séance du 28 mai 2026

**Nombre de Conseillers : 33**

**L'an deux mille vingt-six, le 28 mai, à 19h30**

**Conseillers en exercice : 33**

Présents : 30

Pouvoirs : 3

Votants : 33

Le Conseil municipal de la ville du Raincy, dument convoqué par monsieur le Maire s'est réuni en séance publique ordinaire dans la salle du Conseil, en Mairie, conformément à l'article L 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

**Date de convocation : 21 mai 2026**

**Date d'affichage : 21 mai 2026**

La séance est ouverte, sous la Présidence de **monsieur Nicolas Rondepierre, Maire**, conformément à l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales. Il procède à l'appel nominal des membres des Conseillers municipaux et constate que le quorum est atteint.

#### **Étaient présents :**

Nicolas Rondepierre, Nicolas Cuadrado, Patricia Bizouerne, David Pereira, Lydia Tcharlaian, Michel Nagues, Nathalie Ribemont, Régis Lefèvre, Patricia Djossouvi, Didier Belot, Claire Gizard, Jean Calgagni, Pascal Guengant, Gerard Lepont, Corinne Lorenzi, Isabelle Nizard, Xavier Juin, Paula Lapczuk, Isabelle Zerad, Yael Azoulay, Julien Bette, Eulalie Haouam, Josué Kwetukala, Raphaël Uzan, Amélia Morise-Zambrano, Sonia Beaufremez, Jean-Michel Genestier, Pierre Marie Salle, Annie Sonrier, Montasser Charni.

#### **Pouvoirs sont donnés :**

Monique Marginier à Nathalie Ribemont,  
Corinne Raoult à Sonia Beaufremez,  
Thomas Vautrin à Annie Sonrier.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal, réuni à la majorité de ses membres, a désigné **Mme Amélia Morise-Zambrano**, secrétaire de séance.

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

**DELIBÉRATION N°31-2026**

**OBJET : SIGNATURE DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE ENTRE LA VILLE DU RAINCY ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE SEINE-SAINT-DENIS**

**Le Conseil municipal,**

**Entendu** l'exposé de Mme Patricia Bizouerne relatif à la Convention Territoriale Globale (CTG), d'une durée de quatre ans, entre la Ville du Raincy et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Seine-Saint-Denis pour signature ;

**Vu** le décret n° 2025-253 du 20 mars 2025 relatif au schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant prévu à l'article L. 214-1-3 du Code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** la Convention d'objectifs et de gestion (COG) arrêtée entre l'État et la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) ;

**Vu** la délibération du conseil d'administration de la CAF de la Seine-Saint-Denis en date du 12 décembre 2025 concernant la stratégie pluriannuelle de renouvellement des CTG ;

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide :**

- **Pour : 33**
- **Contre : 0**
- **Abstention : 0**

**Article 1 : D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la Convention Territoriale Globale annexée à ce rapport et ainsi sécuriser le maintien des financements existants de la CAF aux structures raincéennes.

**Article 2 : DE SIGNER** tout document y afférent.

**Article 3 : D'AUTORISER** Monsieur le Maire à poursuivre les discussions autour de la démarche de mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale pour répondre au plus près des besoins des raincéens.

Ampliation de la présente délibération adressée à Monsieur le Préfet et au Comptable public.

**Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,**

**Ont signé au registre des délibérations les membres présents.**

Pour extrait conforme,  
Le Raincy, le 28 mai 2026

Le maire du Raincy  
**Nicolas Rondepierre**



La secrétaire de séance  
**Amélia Morise-Zambrano**

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la commune du Raincy dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R-421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).